



LRD

Vers des citoyens solidaires d'une agriculture de proximité



Ce dossier s'appuie sur le cycle de 3 x 3 soirées publiques, toutes inspirées du documentaire *Le cauchemar de Darwin*, que LaRevueDurable a animé de janvier à mars dans trois villes de Suisse romande. Un an après sa sortie en salles, ce film continue de remuer les consciences et d'attirer fortement l'attention sur certaines injustices liées à la mondialisation.

L'idée de partir du *Cauchemar de Darwin* pour organiser ce cycle de conférences était de profiter du succès et de la notoriété de ce documentaire pour souligner que le cas de la perche du Nil et des populations tanzaniennes proches du lac Victoria est un cas parmi d'autres. La globalisation du commerce de ce poisson est une manifestation particulière d'une injustice écologique et humaine qui prévaut pour l'ensemble des échanges à l'échelle planétaire. Des situations comme celle que décrit ce film, il en existe des milliers.

Le cauchemar de Darwin est accusé d'abuser d'artifices cinématographiques pour manipuler les spectateurs. Mais le plus important à retenir est que la thèse centrale de ce film est fondamentalement vraie : l'exportation de la perche du Nil ne profite pas aux populations les plus pauvres qui vivent au bord du lac Victoria. En revanche, ce documentaire se limite à montrer et à alerter : il ne permet pas de comprendre comment aider les personnes qu'il dépeint si bien à sortir de leur misère. C'est ainsi que, parmi d'autres initiatives, ce dossier prend, à la suite du cycle, le relais de cette dénonciation en proposant des éléments de solutions tournés vers l'action pratique et l'engagement.

Dès lors que les paysans composent la moitié de la population mondiale, ces solutions concernent au premier chef le secteur qui a le plus fort impact sur les vies humaines : l'agriculture. Le cas du soja est exemplaire : il anéantit les écosystèmes forestiers sud-américains, tue la petite agriculture vivrière familiale et « nourrit » un modèle agricole non durable en Europe et ailleurs, dans lequel il est associé au maïs pour alimenter le bétail. Et si rien ne vient enrayer ce véritable « cauchemar de Humboldt »,

la consommation mondiale de soja devrait croître de plus de 50 % dans les quinze prochaines années. Une perspective proprement catastrophique pour les écosystèmes sud-américains et ceux qui y vivent. Pourtant, ce modèle est soutenu par un système d'incitations qui, dans l'Union européenne, s'incarne dans la Politique agricole commune.

Face à des constats aussi accablants, la notion de souveraineté alimentaire apparaît plus que jamais fondatrice et fédératrice pour changer d'orientation. Le modèle agricole ne sera tenable à terme que s'il s'adapte le plus possible à la diversité des conditions géographiques et aux besoins alimentaires des populations locales. Au Nord, une agriculture moins intensive est nécessaire pour y parvenir. Au Sud, où l'essentiel de la pression démographique s'exerce, l'agriculture vivrière peut et doit au contraire devenir plus intensive. Dans les deux cas, cette agriculture doit s'appuyer sur le respect des paysanneries et des écosystèmes.

Au Nord, après des décennies de productivisme, des agriculteurs du Grand-Ouest, en France, mettent au point des systèmes herbagers pour nourrir les vaches sans recourir au couple soja-maïs, transgéniques ou non. Au Sud, l'agriculture paysanne fait preuve d'une merveilleuse inventivité pour accroître la productivité sans nuire aux équilibres écologiques. Dans un cas comme dans l'autre, l'objectif n'est pas les seuls rendements à l'hectare, mais aussi la préservation des sols, de la biodiversité et des forêts, de même que des campagnes vivantes, héritières de leur patrimoine culturel et capables de regarder l'avenir en confiance.

Sous la férule d'Hugo Chavez, le Venezuela met en œuvre une ambitieuse réforme agraire. Mais presque partout ailleurs, les paysanneries manquent d'appui politique. Une enquête démontre que les agriculteurs burkinabés seraient à même de nourrir leur pays si une politique agricole nationale volontariste les soutenait. Mais pétris de préjugés et poursuivant des intérêts privés, les autorités du Burkina Faso

en restent aux grandes cultures de rente, en l'occurrence de coton, qui subissent pourtant de plein fouet la concurrence sauvage des pays industrialisés à grands coups de subventions.

Ces politiques pourraient au moins, comme au Nigeria, faire au maximum usage de toutes les clauses de l'Accord sur l'agriculture de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui permettent, dans une certaine mesure, aux pays en développement de protéger leur agriculture vivrière. Mais pour que les politiques agricoles prennent une telle tournure, les paysanneries doivent pouvoir les influencer. C'est là que les citoyens-consommateurs peuvent intervenir, via deux moyens complémentaires : le commerce équitable et l'agriculture contractuelle de proximité.

Le commerce équitable est à concevoir comme un coin dans la porte des règles commerciales internationales. Donner à des groupes de petits paysans un surcroît de revenu, d'espoir et, en fin de compte, de pouvoir, peut les mettre en position d'influencer les politiques agricoles nationales ou supranationales. De plus, cette innovation n'a pas vocation à se limiter à l'international, elle s'applique aussi au local : c'est déjà au moins le cas en Amérique latine et aux Philippines. En devenant de plus en plus local, le commerce équitable affermirait le mouvement planétaire pour la souveraineté alimentaire.

L'agriculture contractuelle de proximité, qui fleurit en Suisse romande et en France, est un levier d'action qui va dans la même direction. En s'engageant concrètement sur l'année, une soixantaine de consommateurs suffisent à rendre viable une exploitation. Comment multiplier ces initiatives ? C'est ce que cherchent à savoir la région Rhône-Alpes en France et le syndicat Uniterre en Suisse romande.

Une troisième voie s'impose également : la réduction de la consommation de viande. Manger des produits carnés, laitiers ou à base d'aliments carnés absorbe des quantités bien trop importantes de surfaces agricoles, d'énergie et d'eau, rendant l'extension de l'élevage incompatible avec l'objectif de nourrir de 8 à 9 milliards d'humains d'ici 2050. ■

Les
paysanneries
manquent
d'appui
politique